

1-24-1948

Post-WWII Missing Relative Document Issued by Le Ministere des Anciens Combattants et Victimes de Guerre

Follow this and additional works at: <https://digital.kenyon.edu/bulmash>

Recommended Citation

"Post-WWII Missing Relative Document Issued by Le Ministere des Anciens Combattants et Victimes de Guerre" (1948). *Bulmash Family Holocaust Collection*. 2019.2.235.
<https://digital.kenyon.edu/bulmash/1562>

Paris, le 24 JAN 1948

ACTE DE DISPARITION

LE MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE,

Vu l'article 88 du Code Civil (Ord. du 30 Octobre 1945) ;

Vu le dossier de l'intéressé désigné ci-après : 57259

DÉCIDE :

la disparition de EKCHAUZ née NEMENEZYNSKI Pola
née le 19 Juillet 1901 à Vilna (Pologne)

dans les conditions indiquées ci-après :

Internée à DRANCY le 16 Juillet 1942

Déporté à AUSCHWITZ (Pologne) par le convoi parti de
DRANCY le 29 Juillet 1942

La famille peut, par simple lettre adressée au Procureur de la République du domicile du disparu, sans ministère d'avoué et sans frais, demander :

- soit un jugement déclaratif d'absence en application de la loi du 22 Septembre 1942 validée et modifiée par l'Ordonnance d'Alger du 5 Avril 1944.

A l'expiration d'un délai de 5 ans partant du jour de la disparition, le jugement déclaratif d'absence peut être transformé en jugement déclaratif de décès par application de l'Ordonnance du 5 Avril 1944 ci-dessus.

- soit un jugement déclaratif de décès en application de la loi du 30 Avril 1946, si le disparu est de nationalité française et appartient à l'une des catégories suivantes : Mobilisé, Prisonnier de Guerre, Réfugié, Déporté ou Interné politique, Membre des Forces Françaises libres ou des Forces Françaises de l'Intérieur, Requis du Service du Travail obligatoire ou Réfractaire.

D'autre part, à tout moment l'acte de disparition peut être transformé par la Direction de l'Etat-Civil en acte de décès si les précisions nécessaires sont fournies.

Pour le Ministre des Anciens Combattants
et Victimes de Guerre :

Par délégation, le Directeur de l'Etat-Civil et des Recherches

P.O. Le Chef du Bureau
de l'Etat-Civil Déportés

REMARQUES IMPORTANTES :

- 1° Cet acte de disparition n'est pas un acte de décès, il ne doit pas être transcrit sur le registre des actes de décès de la Mairie.
- 2° La famille ne doit pas se dessaisir de cet acte. En cas de besoin pour faire valoir ses droits, elle établit ou fait établir une copie qu'elle fait certifier conforme par le Maire ou le Commissaire de Police.